



Déclarations et Discours

N° 79/15

POLITIQUE ET RELATIONS ÉTRANGÈRES DU CANADA

Discours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Flora MacDonald, devant le Canadian Club de Montréal, Québec (17 septembre 1979)

J'aimerais m'entretenir aujourd'hui avec vous de certains aspects de la politique et des relations étrangères du Canada. Je sais que ces questions vous intéressent.

Aucun examen exhaustif de la politique étrangère du Canada n'avait été entrepris depuis une décennie. Or les rapports de force dans le monde ont beaucoup changé depuis dix ans, et les superpuissances subissent aujourd'hui des contraintes tout à fait inattendues. Le retour de la Chine sur la scène mondiale après une période d'isolationisme a modifié du tout au tout s'équilibre politique. La décolonisation a pratiquement été menée à terme, d'où l'apparition d'un grand nombre de nouveaux États, dont certains reconnaissent aujourd'hui que leurs ressources modestes compromettent leurs aspirations à la prospérité économique et même à la sécurité nationale. A elles seules, les majorations du prix du pétrole décrétées par le cartel international connu sous le nom de l'OPEP ont tellement modifié l'équilibre économique de la planète que nos doctrines commerciales vieilles de dix ans, ne peuvent manquer d'être dépassées.

A titre de gouvernement du Canada, il nous incombe de considérer d'un regard neuf le monde d'aujourd'hui et de voir quelle est la place du Canada. Notre accession récente au pouvoir nous en offre l'occasion tout indiquée. Je ne préjugerai pas des résultats de cet examen en affirmant que toutes nos politiques actuelles sont insuffisantes et inappropriées. A vrai dire, j'ai été impressionnée par la flexibilité avec laquelle nous avons relevé beaucoup de défis dans un monde en évolution constante. Toutefois, j'estime qu'il entre dans les attributions du secrétaire d'État aux Affaires extérieures de repenser sérieusement nos orientations.

Il vous intéressera peut-être de savoir de quelle manière j'entends faire exécuter cet examen. Je n'en connais pas encore les résultats, mais je vois déjà comment nous les obtiendrons.

Nous nous sommes engagés à rendre le gouvernement plus ouvert et plus attentif. Pour ce faire, nous avons promis de revitaliser nos institutions parlementaires. Les députés sont, après tout, les représentants directs de la population et constituent le meilleur intermédiaire par lequel le gouvernement peut rester en contact avec l'opinion et les préoccupations de l'électorat. Nos parlementaires participeront de près à l'examen de la politique étrangère. Il serait malavisé de sous-utiliser pareilles ressources.

Le Comité des affaires extérieures et de la défense nationale, entre 1970 et 1973, s'est penché sur quatorze grandes questions, y compris des points aussi importants que le conflit entre le Nigéria et le Biafra, la création du Centre de recherches pour le
